REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

20 mai 2019

L'an deux mil dix-neuf, le vingt mai à vingt heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Commune de BIEVILLE-BEUVILLE, régulièrement convoqués, se sont réunis dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur VINOT-BATTISTONI Dominique, Maire.

Etaient présents : BADAIRE Colette, BONVALET Joëlle, BRODIN Jacques, CASALS-DETALLE Anne, CHAUVOIS Christian, DE SLOOVERE Françoise, DIOUF Ghislaine, JOUAN-TRAMPLER Danièle, GOURMELEN Mireille, MOTTELAY Christian, PICARD François, PUNCH Isabelle, SIMON Patrick, TESSON Thierry, THOMASSE Daniel et VIEL Philippe.

Etaient absents : MARCINKOWSKI Marie- Andrée (pouvoir à BADAIRE Colette), RIQUART Annette (pouvoir à CHAUVOIS Christian) et THUILLIER-HAMEL Gérard (pouvoir à THOMASSE Daniel).

Le Conseil Municipal observe une minute de silence en hommage à Michel FREMAUX.

CHOIX DES ENTREPRISES POUR LA CREATION DU POLE ENFANCE JEUNESSE ET ISOLATION THERMIQUE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – 2019/065

Monsieur le Maire présente le résultat de l'appel d'offres et fait remarquer que la nouvelle réglementation impose la dématérialisation et provoque une forte abstention de réponses des entreprises ; sur 62 dossiers téléchargés seules dix entreprises ont répondu et trois lots n'avaient aucune réponse.

Le cabinet SARI, maître d'œuvre, a pu négocier et obtenir des réponses dématérialisées pour tous les lots après négociation, ce qui permettra de réaliser les travaux dans le calendrier imparti.

Lot 1	DEMOLITION -DESAMIANTAGE	TP CREVEL	42 551.00 €
Lot 2	VRD - PAYSAGE	JONES TP	50 000.00 €
Lot 3	GROS OEUVRE	AVENIR	21 000.00 €
Lot 4	BARDAGE - ITE	CETEC	237 124.05 €
Lot 5	COUVERTURE ETANCHEITE	CETEC	101 716.83 €
Lot 6	MENUISERIES EXTERIEURES	LE COGUIC	108 000.00 €
Lot 7	METALLERIE - SERRURERIE	LE COGUIC	45 000.00 €
Lot 8	CLOISON – DOUBLAGE - PLAFOND	ISOPLAF	14 906.00 €
Lot 9	PLOMBERIE	PIQUOT	3 048.33 €
Lot 10	ELECTRICITE	CANDELE	13 000.00 €
Lot 11	REVETEMENT DE SOL	CRLC	8 159.93 €
Lot 12	PEINTURE	PIERRE PEINTURE	13 871.87 €
		Total HT	658 378.01 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- VALIDE le choix des entreprises ci-dessus présentées ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les marchés liés à ces travaux.

INDEMNITE DE GARDIENNAGE DES EGLISES – N°2019/066

Monsieur le Maire rappelle les circulaires du 8 janvier 1987 et 29 juillet 2011 concernant les modalités de versement de l'indemnité de gardiennage des églises. Pour l'année 2019, le montant est identique à celui présenté en 2018, à savoir un plafond de 120.97 €.

Monsieur le maire rappelle que, eu égard à la somme, le plafond a toujours été attribué intégralement au prêtre de la paroisse.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE le versement de la somme de 120.97 € au père Michel MENEAU pour le gardiennage des églises de la commune ;

CHARGE Monsieur le Maire de l'application de cette décision.

CONVENTION DE SERVITUDE GAZ POUR LE LOTISSEMENT LA DELLE DU CLOS – N°2019/067

Monsieur le Maire demande à Monsieur THOMASSE Daniel, Maire – adjoint en charge des travaux de présenter ce point à l'ordre du jour.

Monsieur THOMASSE Daniel présente ce point de l'ordre du jour et indique que cette servitude a pour but l'aménagement du nouveau lotissement et requiert un caractère indispensable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention qui n'appelle pas de remarques particulières ;

CHARGE Monsieur le Maire de l'application de cette décision.

**CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE
D'ACTIVITE – N°2019/068**

Monsieur le Maire rappelle le souhait émis par un adjoint administratif de donner une nouvelle orientation à sa carrière et expose que pour ne pas freiner cette demande et pour faire face à un éventuel départ de cet agent rapidement, il est nécessaire de créer un poste temporaire.

Monsieur le Maire propose la création d'un poste d'adjoint administratif pour faire face à un accroissement temporaire d'activité afin de se donner le temps de recruter un agent sur le poste devenu vacant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de créer un poste d'adjoint administratif à temps complet pour faire face à un accroissement temporaire d'activité à compter du 1^{er} juin 2019 ;

PRECISE que la rémunération sera calculée sur la base du 1^{er} échelon du grade ;

CHARGE Monsieur le Maire du recrutement en tant que de besoin et des démarches administratives liées à ce type de contrat.

**CREATION DE D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE
D'ACTIVITE – N°2019/069**

Monsieur le Maire rappelle la nécessité de faire face à un surcroît de travail temporaire dans les services périscolaires en raison notamment d'un nombre d'enfants accueillis de plus en plus important.

Monsieur le Maire propose la création d'un poste d'adjoint technique afin de terminer l'année dans de bonnes conditions de travail pour les agents titulaires en poste.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de créer un poste d'adjoint technique pour faire face à un accroissement temporaire d'activité à raison de 28/35^{ème} ;

PRECISE que la rémunération sera calculée sur la base du 1^{er} échelon du grade ;

CHARGE Monsieur le Maire du recrutement en tant que de besoin et des démarches administratives liées à ce type de contrat.

PRINCIPE DE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT – N°2019/070

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Vu l'exposé de Monsieur le Maire indiquant que récemment jusqu'à 5 agents étaient indisponibles au même moment ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

CHARGE Monsieur le Maire de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions exercées, leur expérience et leur profil.

PRECISE qu'une enveloppe de crédits budgétaires est prévue chaque année à cet effet.

**MISE EN PLACE DU RIFSEEP POUR LES ADJOINTS DU PATRIMOINE ET LES AGENTS DE
MAITRISE– N°2019/071**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136.

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat.

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité.

Vu l'arrêté ministériel pris pour l'application au corps des Adjointes du patrimoine, et des agents de maîtrise

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP).

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 novembre 2016 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité.

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Monsieur le Maire rappelle la mise en place de ce nouveau régime pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine et des agents de maîtrise et propose d'étendre cette décision à tous les cadres d'emploi concernés pour le moment.

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle
- Le complément indemnitaire versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent

Les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public exerçant les fonctions des cadres d'emplois suivants :

- Adjoint du patrimoine
- Agent de maîtrise

L'IFSE (l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
 - o Responsabilité d'encadrement directe.
 - o Niveau d'encadrement dans la hiérarchie.
 - o Organisation du service.
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
 - o Niveau de connaissances.
 - o Niveau de qualification.
 - o Niveau d'initiative.
 - o Niveau d'autonomie.
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
 - o Risques professionnels.
 - o Responsabilité financière.
 - o Responsabilité matérielle.
 - o Tension mentale, nerveuse.

Le Maire propose de fixer les groupes et de retenir les montants maximums annuels.

Groupes	Fonctions / Postes de la collectivité	Montants annuels Maximums de l'IFSE
Adjoint du patrimoine		
G1	Agent qualifié	11 340 €
G2	Agent d'exécution	10 800 €
Agent de maîtrise		
G1	Agent qualifié	11 340 €
G2	Agent d'exécution	10 800 €

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle.

Monsieur le Maire propose de retenir les critères suivants :

- Niveau de responsabilité
- Niveau d'expertise
- Niveau de qualification
- Niveau d'encadrement

Ce montant pourra faire l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;

- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Périodicité du versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée mensuellement.

Modalités de versement :

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

Les absences :

L'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, maternité, adoption, paternité et suspendu en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

Exclusivité :

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Le complément indemnitaire (CIA)

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants:

- Engagement de l'agent dans son travail,
- Comportement de l'agent dans son travail,
- Adaptabilité aux évolutions réglementaires et à la politique publique,

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Groupes	Montants annuels maximums du Complément Indemnitaire
Adjoint du patrimoine	
G1	1 260 €
G2	1 200 €
Agent de maîtrise	
G1	1 260 €
G2	1 200 €

Périodicité de versement du complément indemnitaire :

Le complément indemnitaire est versé mensuellement.

Modalités de versement :

Le montant du complément indemnitaire est proratisé en fonction du temps de travail.

Les absences :

Le complément indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, maternité, adoption, paternité et suspendu en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

Exclusivité :

Le complément indemnitaire est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE :

- de mettre en place le RIFSEEP pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise au 1^{er} juin 2019 et au 1^{er} janvier 2020 pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine ;
- d'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- d'instaurer le complément indemnitaire dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- de prévoir la possibilité du maintien à titre individuel, aux fonctionnaires concernés, de leur montant antérieur plus élevé en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- de décider que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence ;

- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget ;

RAPPELLE :

- La circulaire ministérielle du 5 décembre 2014 RDFF1427139C qui précise que l'I.F.S.E est cumulable avec les frais de déplacement, l'indemnité pour élections et les heures supplémentaires notamment ;
- La délibération du 17 décembre 2012, et notamment son article 1 concernant les modalités de perception des heures complémentaires et/ou supplémentaires ;

CHARGE :

- Monsieur le Maire de la bonne exécution de cette décision.

QUESTIONS DIVERSES – N°2019/072

Madame DE SLOOVERE Françoise indique que la bibliothèque est maintenant intégrée dans le réseau de lecture publique de Caen la Mer ; les cartes sont en cours d'élaboration.

Mme DE SLOOVERE Françoise informe ses collègues sur la continuité de la piste cyclable vers Caen qui est tout au moins programmée par les services de Caen la mer, ce qui ne signifie pas financée pour le moment.

Monsieur THOMASSE Daniel indique que les travaux retenus par la commission seront exécutés par l'entreprise Eurovia sous 7 à 8 semaines à savoir de juillet à septembre 2019.

Monsieur TESSON Thierry déplore que la « rustine » sur la chaussée route du Londel soit déjà enlevée ; monsieur le Maire rappelle que cette voie de transit commune à Mathieu, Biéville-Beuville et Périers sur le dan fait l'objet d'une demande de classement en voirie intercommunale auprès de la Communauté Urbaine ; Cette voirie nécessite des travaux très importants, impossibles à financer sur les petits budgets communaux. De plus, les limitations de vitesse ne sont pas respectées.

Monsieur MOTTELAY Christian soulève le problème de circulation de semi-remorques rue de la Fresnaye qui se rendent à la Maison de retraite ; ces derniers ont de très grosses difficultés pour manœuvrer et roulent notamment sur le terreplein et les pelouses. Monsieur le Maire indique que les terrepleins sont indispensables pour réduire la vitesse des véhicules à cet endroit. Les engins sont de plus en plus volumineux, mais ce n'est pas à la voirie de s'adapter.

Monsieur PICARD François suggère que les livraisons de la Maison de retraite se fassent de l'autre côté ; monsieur le Maire indique que de l'autre côté se trouvent l'espace de vie des résidents et ce n'est, de ce fait, pas possible.

Monsieur MOTTELAY Christian indique que les véhicules vont à une vitesse excessive au carrefour route de Mathieu avant le restaurant, renforcée par la priorité à droite. Monsieur le Maire lui indique que les coussins berlinois sont chers et occasionnent des nuisances pour les riverains ; monsieur le Maire charge la commission travaux de réfléchir sur ce sujet.

Monsieur MOTTELAY Christian souhaite savoir quel commerce va s'installer en lieu et place de l'ancien fleuriste. Monsieur le Maire indique que l'acheteur y prévoit des bureaux.

Monsieur CHAUVOIS Christian rappelle les dates du marathon et indique qu'il manque 7 bénévoles.

Madame BADAIRE Colette indique que 100 enfants ont participé à la chasse aux œufs cette année et présente les difficultés rencontrées pour l'organisation du voyage des anciens qui a dû être reporté en septembre cette année suite à un problème de sécurité du circuit initialement retenu.

Monsieur le Maire dresse le bilan des modifications des lignes de bus sur le territoire communal qui ont fait l'objet de débats houleux avec les services de Caen la mer ; la ligne 32 va être supprimée mais la nouvelle ligne 22 qui doit remplacer la ligne 62 doit couvrir les déplacements liés à cette suppression. Toutefois, le principe d'un accès direct à la Tour Leroy par un service de « taxi-bus » à la demande, fait l'objet d'une réclamation pressante de la Commune. Au niveau de l'agglomération, il devrait être possible de faire le tour complet en transports en commun.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 22h02.